



## VILLE DE BRAINE-LE-COMTE

### EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SEANCE DU 04 NOVEMBRE 2019

Ville de Braine-le-Comte

Service : Recette

Correspondant : Valérie Hubert

Références : Ref.  
20191104/49

#### PRESENTS :

M Maxime DAYE, Bourgmestre - Président;  
M Léandre HUART, Mme Ludivine PAPLEUX, Echevins;  
Mme Bénédicte THIBAUT, Présidente du CPAS;  
MM André-Paul COPPENS, Olivier FIEVEZ  
Mme Angélique MAUCQ, Echevins ;  
MM. Jean-Jacques FLAHAUX, Nino MANZINI. Mme Martine DAVID, MM. Michel BRANCART, Yves GUEVAR, Pierre André DAMAS, Mme Stéphany JANSSENS, M. Henri-Jean ANDRE, Mmes Nathalie WYNANTS, Méline STRENS, MM. Christophe DECAMPS, Guy DE SMET, Mmes Gwennaëlle BOMBART, Anne-Françoise PETIT JEAN, Anne-FERON, Inge VAN DORPE, Lara QUERTON, M. Youcef BOUGHRIF, Mmes Christiane OPHALS, Muriel DE DOBBELEER, Conseillers Communaux.  
Mme Lena FANARA, Directrice Générale, f.f.

#### OBJET N° 49 : Redevance sur le traitement des demandes pour l'indication d'implantation de constructions - exercices 2020-2025.

LE CONSEIL COMMUNAL réuni en séance publique,

Vu l'article 41, 162 et 173 de la Constitution ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment les articles L1122-30, L1124-40, L1133-1 et 2, L3131-1 § 1er, 3° et L3132-1 ;

Vu la loi du 20 décembre 2002 relative au recouvrement amiable des dettes du consommateur et particulièrement son article 6 § 3, lequel octroie un délai minimal de 15 jours aux débiteurs pour effectuer le paiement des sommes dues mentionnées sur une mise en demeure ;

Vu l'article 137 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine tel que remplacé par l'article 94 du décret-programme du 03 février 2005 de relance économique et de simplification administrative (dit décret RESA) obligeant les communes à la vérification d'indication d'implantation de constructions ;

Vu la circulaire du 17 mai 2019 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, aux recommandations fiscales, à l'élaboration des budgets des entités sous suivi du Centre Régional d'Aide aux communes et à l'élaboration du Plan de convergence pour l'année 2020 ;

Vu la nécessité de respecter la règle essentielle de l'équilibre budgétaire global contenu dans l'article L 1314-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que la circulaire budgétaire précitée prévoit au niveau de la « Fiscalité communale : recommandations générales » et plus particulièrement en son point VI.4.10, que si la commune souhaite récupérer les frais liés aux rappels (recouvrement amiable et recouvrement forcé) il conviendrait de ne pas

dépasser 10 € pour ces frais quand il s'agit d'un rappel par recommandé et 5 € quand il s'agit d'un envoi simple » ;

Vu les frais engendrés par la Ville par les divers rappels rendus obligatoires par le CDLD (charge administrative, consommables, frais d'envoi) ;

Considérant que l'envoi d'un recommandé préalable au commandement par voie d'huissier constitue une preuve en cas de contestation du redevable (preuve de l'envoi) et qu'il convient dès lors de conserver cette formule ;

Considérant qu'il convient dès lors de conserver la formule d'un premier rappel par envoi simple, suivi d'un second rappel par envoi par recommandé avant le commandement par voie d'huissier ;

Considérant qu'il convient dès lors que ces frais de recommandé soient répercutés sur les redevables qui se sont mis dans cette situation volontairement ou par négligence ;

Vu également la difficulté de maintenir l'équilibre global des finances communales étant donné l'augmentation constante des charges supportées par la Ville ;

Considérant que le volume des tâches administratives assignées au service de l'Urbanisme s'est accru de manière impressionnante ainsi que la complexité de certains dossiers ;

Attendu qu'il convient de distinguer la redevance selon la surface d'implantation au sol réclamant respectivement plus ou moins de coût pour la Ville ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente redevance est de procurer à la Ville les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;

Considérant que la redevance se caractérise par le paiement fait par le particulier suite à un service rendu par la commune et presté à son bénéfice personnel, que ce service soit demandé librement par le particulier ou lui soit imposé par une réglementation quelconque ;

Considérant que le montant de la redevance est en adéquation avec le coût réel du service avec toutefois des taux forfaitaires minima ;

Considérant que l'avis de légalité du directeur financier n'est pas obligatoire, qu'il n'y a pas eu de demande spontanée et qu'aucun avis n'a été donné d'initiative par la Directrice financière ;

Sur proposition du Collège Communal, réuni en séance le 15 octobre 2019 ;

Après en avoir délibéré ;

A l'unanimité, DECIDE,

**ARTICLE 1er :**

Il est établi au profit de la Ville, pour les exercices 2020 à 2025 inclus, une redevance communale sur le traitement des demandes pour l'indication d'implantation de constructions.

**ARTICLE 2 :**

La redevance est due par la personne physique ou morale qui fait la demande

d'indication d'implantation, lorsque celle-ci a été vérifiée par le technicien délégué par la Ville.

**ARTICLE 3 :**

Sont visés par la présente redevance :

- a) les nouvelles constructions d'habitations et les nouvelles constructions industrielles ;
- b) les extensions d'habitations et les extensions industrielles.

**ARTICLE 4 :**

Le montant de la redevance est fixé en fonction des frais réellement engagés par la Ville production d'un justificatif avec toutefois les minimas forfaitaires suivants :

- a) nouvelle construction d'habitation et/ou nouvelle construction industrielle de moins de 200 m<sup>2</sup> d'implantation au sol : 198,80 € ;
- b) extension d'habitation et/ou extension industrielle inférieure à 200 m<sup>2</sup> d'implantation au sol : 198,80 € ;
- c) nouvelle construction d'habitation et/ou nouvelle construction industrielle égale ou supérieure à 200 m<sup>2</sup> d'implantation au sol : 0,55 € par m<sup>2</sup> avec un minimum forfaitaire de 298,20 € ;
- d) extension d'habitation et/ou extension industrielle égale ou supérieure à 200 m<sup>2</sup> d'implantation au sol : 0,55 € par m<sup>2</sup> avec un minimum forfaitaire de 298,20 €.

Si les frais réels sont supérieurs au taux forfaitaire, la facturation se fera selon ces frais réels, sur production d'un justificatif.

**ARTICLE 5 :**

A défaut de paiement à l'échéance, le recouvrement de la redevance sera poursuivi conformément à l'article L1124-40 § 1er du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation modifié par l'article 26 du Décret du 18 avril 2013 relatif à la réforme des grades légaux.

**ARTICLE 6 :**

En cas de non-paiement de la redevance à l'échéance, conformément à l'article L1124-40 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et s'élèveront à 10 €. Ce montant sera ajouté au principal sur le document de rappel et sera également recouvré par la contrainte prévue à cet article.

En cas d'inapplicabilité de l'article L1124-40 du CDLD, le recouvrement s'effectuera devant les juridictions civiles compétentes.

**ARTICLE 7 :**

Le présent règlement entrera en vigueur dès le jour de sa publication par affichage conformément au prescrit des articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

**ARTICLE 8 :**

La présente délibération sera transmise au Gouvernement Wallon dans le cadre de la Tutelle Spéciale d'approbation.

**PAR LE CONSEIL COMMUNAL**

La Directrice Générale, f.f.

Le Président,

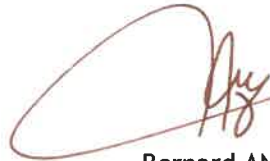
Lena FANARA

Maxime DAYE

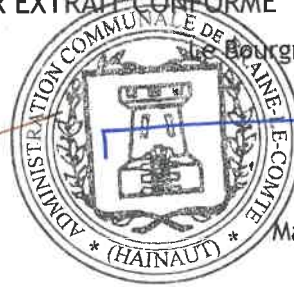
**POUR EXTRAIT CONFORME**

Le Directeur Général,

Le Bourgmestre-Président,



Bernard ANTOINE



Maxime DAYE

